

● (1630)

Je demande instamment à ceux qui voudraient m'entendre de répondre maintenant aux vœux des personnes qui sont là à affronter le problème. Amnistie internationale est sur place et fait des pieds et des mains pour s'assurer que des personnes ne disparaissent pas de la face de la terre sans avoir eu l'occasion de se faire entendre. Et, comme je l'ai dit, nous continuons à bavarder.

Pour conclure, je tiens à vous dire, monsieur le Président—et je n'étais pas certain si je devais ou non le faire—que je veux nommer officiellement les entreprises auxquelles je demande de cesser immédiatement de traiter avec l'Afrique du Sud. Je prie le gouvernement de leur enjoindre de cesser maintenant. Alcan a bel et bien pris des mesures pour retirer ses investissements, et je le reconnais. Mais Falconbridge se doit de le faire, tout comme QIT-Fer, Bata, Massey-Ferguson, *Bayer Foreign Investments* et Cominco. *Dominion Textiles* et CIL doivent le faire. La Compagnie Ford, la société Moore, *Delcanda International*, *AMCA International*, *International Thomson*, *Sternson Limited*, *Champion Road Machinery*, Joseph E. Seagram, *Cobra Emerald Mines*, Eldorado et Jarvis Clark doivent le faire. Le gouvernement doit se mettre en contact avec ces entreprises et leur ordonner de se retirer de l'Afrique du Sud. Cessons maintenant de faire des affaires là-bas. Montrons bien que nous sommes prêts à nous sacrifier ensemble. S'il nous faut trouver un moyen de les aider, nous allons le trouver. Toutefois, nous ne pouvons plus permettre qu'à cause de notre complaisance ou de nos réticences un autre noir meure aux mains de ce régime politique démoniaque et absolument inacceptable.

**Des voix:** Bravo!

**M. Benno Friesen (Surrey—White Rock—Delta-Nord):** Monsieur le Président, je voudrais commencer mes observations en signalant comme des députés l'ont reconnu, que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) aurait été parmi nous aujourd'hui s'il n'avait dû absolument se trouver à Vancouver pour discuter des questions commerciales. Je pense que les députés qui sont intervenus le comprennent. Ils savent que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures s'inquiète depuis bien longtemps de cette question. Il aurait certes participé à ce débat avec vigueur, s'il avait pu être parmi nous.

J'apprécie l'objectivité du débat de cet après-midi. Il est d'une grande qualité. Les députés s'expriment du fond du cœur. Il ne s'agit pas d'un débat politique.

Je voudrais commencer mon intervention en revenant sur une observation faite par le député d'Hamilton Mountain (M. Deans). Selon moi, c'était une observation juste au sujet de ce que je considère depuis longtemps comme l'un des échecs de notre institution, à savoir que nous avons tendance à ne pas savoir clairement sur quels domaines nous devons faire porter notre attention. Un groupe concentre son attention sur le Nicaragua, le Chili, le Moyen-Orient ou les pays du bloc de l'Est, comme le député d'Hamilton Mountain l'a signalé. C'est vrai. Nous avons tendance à nous intéresser uniquement aux régions victimes d'agression ou d'oppression et nous oublions des régions entières du monde où les gens sont terriblement opprimés. En fait, nous faisons comme si cette situation n'existait pas. J'espère que nous utiliserons d'autres occasions comme

### Article 29 du Règlement

celle-là pour discuter de questions comme l'oppression en Angola où il n'y a pas eu d'élections libres, même si elles ont été réclamées lorsque le pays a obtenu son indépendance du Portugal. Nous devons discuter d'autres foyers d'oppression.

Je le répète, le député d'Hamilton Mountain a raison de dire que nous portons des oeillères. Nous nous concentrons en particulier sur certaines régions du monde et en oublions d'autres. Il faut profiter de l'occasion que nous procure ce débat sur l'oppression en Afrique du Sud et l'humiliation de millions d'habitants du pays, pour reconnaître à quel point les noirs sont avilis en Afrique du Sud, comme Mgr Tutu l'a signalé. Je me rappelle avoir entendu le député d'Hamilton-Mountain décrire la situation à cet égard. J'ai eu le sentiment que cet avilissement et cette oppression étaient semblables à ce qu'on trouve dans d'autres régions du monde. Peu importe que le dictateur soit un Boer d'Afrique du Sud ou qu'il vive en Europe de l'Est, au Chili ou au Nicaragua. Où qu'il soit, il fait le même mal. Ce qui me choque dans l'apartheid ce n'est pas tant le fait que le racisme soit consacré dans la constitution mais bien qu'on cite à tort les Écritures pour le justifier. Les raisons invoquées pour légitimer le présumé paternalisme employé envers certaines couches de la société sont stupéfiantes.

Mon collègue, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Epp), a déjà dit que la population d'Afrique du Sud n'avait pas besoin d'un gardien mais d'un frère. Voilà ce qu'il faut faire comprendre au gouvernement sud-africain. Nous avons entendu à la télévision l'automne dernier—c'était en septembre, je crois—le premier ministre Botha, qui était à Durban, dire, en pointant un doigt accusateur: «Ne nous poussez pas à bout». Quiconque s'intéresse à la population d'Afrique du Sud ne saurait oublier ces mots.

L'opiniâtreté de ce gouvernement est telle que des personnes aussi raisonnables et conciliantes que le chef Buthelezi ont l'air mièvre. Ainsi que le signalait l'Américain Andrew Young, l'automne dernier, le gouvernement sud-africain a réussi à donner l'impression que les plus violents sont les véritables meneurs. Le plus tragique, en l'occurrence, alors que la réconciliation et la transition auraient pu s'effectuer dans l'ordre et le calme pour satisfaire les revendications populaires de la république tout entière, c'est qu'on ait préféré la violence et les effusions de sang.

Je me suis entretenu ici même, il y a plusieurs années, avec les membres d'une délégation sud-africaine. Je leur ai dit que leur gouvernement devait en premier lieu accorder la citoyenneté aux noirs de ce pays. Tant qu'on pratiquera le racisme et l'apartheid, en Afrique du Sud, et que les noirs ne seront pas des citoyens à part entière, ils n'auront que la violence pour riposter. Se peut-il que des enfants et des petits enfants nés dans les villages de ce pays ne puissent pas être considérés citoyens à part entière? Dans quelle autre région du globe trouverait-on pareille incongruité, pareille injustice et pareille cruauté?

Je voudrais m'attarder sur l'appel lancé spécialement par les néo-démocrates aujourd'hui, réclamant l'imposition de sanctions économiques complètes. J'ai l'impression que le débat d'aujourd'hui n'a pas tant porté sur ce que nous devrions faire comme sur la rapidité avec laquelle nous devrions procéder et les moyens d'y parvenir. L'objectif visé est le même pour tous